

## INTERVENTION CGT OPERATION CAMPUS

Monsieur le président, chers collègues,

Nous tenons à faire part de notre inquiétude à propos de l'opération Campus. Bien évidemment nous apprécions positivement que 475 Ms € soient investis dans le pôle universitaire Bordelais. Il faut reconnaître qu'il en a bien besoin. Nous revendiquons d'ailleurs depuis longtemps des moyens supplémentaires pour l'université en lien avec les organisations étudiantes. C'est aussi une attente majeure qui, au-delà de l'opposition à la loi LRU, s'est exprimée dans la mobilisation exceptionnelle de la communauté universitaire il y a seulement quelques mois. On peut penser qu'elle n'est pas pour rien dans la décision.

C'est beaucoup plus la stratégie ministérielle et la logique politique que sous-tend le plan Campus qui suscite notre inquiétude et notre opposition. En effet, au prétexte de le moderniser, nous assistons à une structuration de notre système d'enseignement supérieur et de recherche autour d'une douzaine de pôles d'excellence à vocation attractive et compétitive, conjugué à une forte métropolisation (je vous renvoie à la réforme Hortefeux sur les collectivités territoriales). Dans une telle vision des choses, l'aménagement du territoire n'est plus que le parent pauvre des politiques publiques, et le concept d'égalité d'accès aux services publics, de l'enseignement supérieur en particulier, un supplément d'âme.

Déjà dans notre région aquitaine, et l'avis de la commission 1 le pointe très à propos, l'opération campus exclut l'UPPA ainsi que les sites de Périgueux et d'Agen.

Mais au-delà des frontières de l'Aquitaine, de nombreux territoires, de sites universitaires se trouvent aujourd'hui écartés du schéma actuel, de l'effort financier national et donc de la possibilité de développer une offre d'enseignement supérieur universitaire de qualité.

C'est ce dont a témoigné à sa manière M. COLLET, président de la conférence des présidents d'universités qui appréciait certes « l'opération campus comme extrêmement positive » mais qui rajoutait avec force je cite « qu'il est important de prendre en considération l'ensemble du territoire » et d'en appeler la ministre « à la mise en place d'une 2<sup>ème</sup> phase ».

La CGT milite pour moderniser et adapter notre système d'enseignement supérieur et de recherche aux nouvelles exigences liées à l'évolution des réalités sociales et à l'essor des sciences et des nouvelles technologies. Mais une telle modernisation ne peut s'accommoder d'une conception centraliste et compétitive qui organise la concurrence entre les individus, les sites universitaires, les opérateurs de recherche, les territoires. Une telle démarche restreint l'avancée du front des connaissances et entrave leur diffusion ; elle éloigne la masse des citoyens des enjeux de l'université et de la recherche, des choix scientifiques et technologiques ; elle accroît les inégalités sociales, territoriales, culturelles.

Nous pensons au contraire qu'il y a tout lieu d'investir dans l'enseignement supérieur et la recherche bien au-delà de ce qui est fait aujourd'hui dans le budget de l'état 2010 et dans une conception différente garantissant l'égalité d'accès et un aménagement harmonieux du territoire, une conception favorisant les convergences, le partage, les coopérations stimulantes.